

Chômage: le feu couve au sein de la communauté maghrébine

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Le taux de chômage affectant la communauté maghrébine au Québec constitue un «scandale» propice à créer les conditions de révolte qui ont récemment secoué les banlieues françaises, ont dénoncé hier plusieurs leaders d'opinion maghrébins.

Les chiffres dévoilés à la mi-février par Statistique Canada sont limpides: le taux de chômage des immigrants est deux fois plus élevé que celui du reste de la population québécoise. Et parmi ces immigrants, les Africains du Nord sont les plus durement touchés. Près de 28 % de ceux qui sont arrivés depuis moins de cinq ans sont au chômage, soit plus de quatre fois la norme québécoise.

Une situation inacceptable, ont dit hier en conférence de presse des représentants de la communauté rassemblés par le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR). «C'est un chiffre honteux pour le Québec», estime Lamine Fourra, journaliste et animateur de radio.

Un chiffre qu'on s'explique mal compte tenu du fait que 96,5 % de la communauté maghrébine parle français et que le taux de qualification universitaire et technique s'établit à 45 %, contre 31 % pour le reste de la population, et ce, alors que «la survie du français passe par l'intégration au marché du travail des immigrants qui parlent déjà le français», relève Kamal El Batal, consultant en gestion du développement local et rural.

«La solution [aux problèmes d'accès à l'emploi] n'est pas dans les cours de francisation, a dit M. El Batal: on parle déjà français.» Le problème est donc ailleurs, ont soulevé les intervenants, c'est-à-dire dans ces programmes d'aide aux immigrants mal adaptés pour ceux qui ont déjà franchi la première barrière de l'intégration linguistique.

Les Maghrébins présents hier ont aussi dénoncé les problèmes de reconnaissance des acquis obtenus à l'étranger ainsi que la piètre représentation des immigrants dans la fonction publique québécoise (3 % selon leurs calculs). En trame de fond, un mot tabou qu'ils prononcent du bout des lèvres: racisme.

Résultat: le taux de chômage élevé, jumelé à «l'inaction du gouvernement», risque d'inciter plusieurs Maghrébins à quitter la province, pense Abdelghani Dades, membre du Conseil des communautés marocaines résidant à l'étranger. «Il y aura une remise en cause de la citoyenneté chez bon nombre de Québécois d'origine maghrébine et un affaiblissement de la volonté d'adhésion aux valeurs du pays», a-t-il dit.

M. Dades estime ainsi qu'on est «en train de reproduire le schéma des banlieues françaises», ce qui pourrait conduire à des «explosions».

Au cabinet de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Yolande James, on répond être bien conscient des problèmes d'accès à l'emploi pour les immigrants: la ministre annoncera la semaine prochaine une «série de mesures d'intégration» très ciblées pour cette clientèle, assure-t-on. Ces mesures constitueront le deuxième volet des annonces post-budgétaires.

Le Devoir